

## Nouvelles locales du mardi 02 février 2016

@rib News, 02/02/2016 | Politique - Dans son discours d'ouverture de la première session parlementaire de l'exercice 2016, le président de l'Assemblée Nationale a indiqué, ce lundi, que les députés de la coalition Abarundi qui n'ont pas encore siégé depuis le début de cette législature vont être remplacés. Pascal Nyabenda a dit savoir que le bureau de l'institution qu'il préside va saisir la cour constitutionnelle pour constater la vacance de leur mandat pour procéder à leur remplacement. Le numéro 2 burundais explique que lesdits députés se sont absents pendant toute la session d'octobre 2015 et cela est loin de rassurer la représentation de la population au sein de l'Assemblée Nationale. Les députés visés sont ceux du parti UPRONA aile de Charles Nditije qui s'alliait avec le parti FRODEBU d'Agathon Rwasa avant les élections de 2015.

Le président de l'Assemblée Nationale a en outre indiqué que le parlement va procéder aussi au remplacement de Muhamed Rukara au poste de l'Ombudsman. Celui-ci est absent dans le pays depuis plusieurs mois. Les sphères officielles disent qu'il se fait soigner à l'étranger, mais d'autres milieux indiquent qu'il serait frondeur du président. Pascal Nyabenda a également mis en garde la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) et la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) qu'elles doivent prouver qu'elles sont au travail faute de quoi des sanctions seront prises à leur égard. | Droit de l'Homme - Deux jeunes hommes ont été interpellés sans ménagement par la police ce mardi soir dans le quartier de Jabe en zone Bwiza. Des témoins qui décrivent la scène affirment que parmi les gens venus procéder à l'arrestation des deux personnes, il y avait un civil connu sous le surnom de "Zombie". Depuis cette opération, aucune information ne filtre sur le sort réservé à ces jeunes. | Sécurité - Deux frères ont trouvé la mort au cours d'une attaque perpétrée par un groupe d'hommes armés. Les faits se sont déroulés ce lundi dans le secteur de Ruyaga de la commune de Kanyosha en province de Bujumbura. Faustin Uwingabire et Landry Niyokwizera âgés respectivement de 15 et 14 ans, sont tombés dans une embuscade avec leurs parents. C'était au moment de rentrer de Kamesa où ces derniers font du commerce. Selon un voisin, des tirs ont été entendus vers 20h30 et les voisins sont venus voir et ont trouvé les deux jeunes allongés par terre, sans vie. Quant aux parents, ils ont été blessés lors de l'embuscade. Les individus ont aussitôt pris la fuite après avoir volé leur argent. - Trois personnes ont été assassinées la nuit dernière de ce lundi à mardi dans la localité de Nyamutenderi en province de Bujumbura. Selon un témoin, les victimes étaient membres du parti FNL aile d'Agathon Rwasa. Dans la même nuit, des inconnus ont lancé une grenade dans un bistrot nommé « Bar Umuco » vers 19h20 minutes, dans la zone Buterere de la commune Ntahangwa. Des sources sur place parlent d'une personne qui a perdu sa vie en cours de route vers l'hôpital. Sept autres blessés dont une femme et son enfant grièvement. L'administration à la base confirme ces informations. La police donne le bilan d'une personne tuée et huit blessés. Pour le moment, les personnes blessées reçoivent des soins de santé à la croix rouge. | Economie - Des commerçants qui importent des marchandises dans les pays de l'EAC se disent inquiets de la dévaluation de la monnaie burundaise. Les commerçants rencontrés au marché Buyenzi dit City Market communément appelés chez Sion indiquent qu'elles enregistrent des pertes importantes à cause de l'instabilité de la monnaie burundaise. Une de ces femmes qui se rend en Tanzanie pour acheter des vêtements à vendre dit qu'elle est au point d'arrêter ce business. Elle affirme qu'au mois de novembre de l'année passée burundaise était supérieure à plus de 20 mille francs burundais du shilling tanzanien mais pour le moment les 2 monnaies sont équivalentes à cause de la dévaluation du franc burundais et pour cela ils ne gagnent rien car ils obtenaient le bénéfice à partir de l'échange de la monnaie. Une autre commerçante dit qu'elle a fait 3 mois qu'elle s'apprête à partir de l'achat de marchandises en Ouganda. Ces commerçants expliquent qu'ils font face à beaucoup de difficultés d'acheter normalement pour emmener des marchandises jusqu'au pays. Ces commerçants ajoutent que quand ils veulent vendre cher pour récupérer, les clients n'achètent pas ou viennent au compte-goutte. Précisons qu'actuellement 100 dollars américains s'achètent à 210 mille Fbu et ne cessent de monter chaque jour. Ces commerçants demandent au gouvernement de stabiliser la monnaie. - La décision du gouverneur de Makamba de fermer les buvettes à 21 heures crée une mésentente entre les propriétaires et des policiers qui, sous l'argument de faire respecter cette mesure, consomment et partent sans payer. Le cas le plus récent est de ce dimanche 31 janvier, des policiers se sont introduits dans un bar au chef-lieu de la province et ont pris à boire mais ils n'ont pas payé arguant que le vendeur avait dépassé les heures autorisées. Ceux qui ont des bars accusent le commissaire provincial de profiter de la décision du gouverneur pour chasser les clients qui sont dans les bars pour les envoyer dans d'autres bars comme Aston Villa dont il serait actionnaire arguant que c'est illégal qu'il est permis de vendre au-delà de 21h. La population demande au gouverneur Gad Niyukuri de revenir sur sa décision car ceux qui ont des bars travaillent actuellement à perte. Le commissaire provincial surnommé Japonais ne veut pas s'exprimer sur ce sujet. | Education - Les parents déplorent les conditions dans lesquelles vivent les élèves des écoles secondaires à régime d'internat et les étudiants des universités de l'Université du Burundi. Ces parents disent être stupéfaits par la décision de suspendre le petit déjeuner prise par la Régie des études universitaires de l'Université du Burundi. Ils regrettent aussi des renvois des élèves à la maison, manque des vivres dans certains internats. Ils craignent aussi pour la santé des enfants qui sont encore dans les internats car il leur est servi un repas de très mauvaise qualité et en petite quantité. Ils se demandent ce que fait le gouvernement pour éviter cela puis que le pays ne manque pas du tout de vivres et trouvent que cette situation va remettre en cause le futur des programmes scolaires et la qualité des enseignements. Ils concluent en se demandant qui payera les dettes qui vont jusqu'à des centaines de millions contractées par des établissements scolaires comptant des internats auprès de leurs fournisseurs.